

COPIE

Service Protection et Gestion de l'Environnement

Unité Pilotage et Gestion

**Récépissé de déclaration préfectoral AIOT n° 0100019240
relatif aux travaux de création d'un busage pour accéder à la parcelle A 70 au lieu-dit « Les Payes »
sur la commune de CHATILLON-SUR-CHALARONNE par la SCEA Domaine les Pays**

**LA PRÉFÈTE DE L'AIN,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 214-1 et suivants ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement

VU l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

VU le décret du 22 mars 2023 portant nomination de Mme Chantal MAUCHET, en qualité de préfète de l'Ain ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2013 relatif à l'organisation administrative de la police de l'eau dans le département de l'Ain ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 2023 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté du 17 avril 2023 du directeur départemental des territoires portant subdélégation de signature en matière de compétences générales ;

VU la déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 3 avril 2023 et complétée le 11 avril 2023, présentée par la Scea Domaine les Pays, représentée par Monsieur Franck CHARVET, relative aux travaux de création d'un busage pour accéder à la parcelle A 70 au lieu-dit « Les Payes » sur la commune de CHATILLON-SUR-CHALARONNE ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de l'instruction administrative, le dossier transmis en appui à la déclaration peut être considéré comme complet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

Il est donné récépissé à :

Monsieur Franck CHARVET représentant de la SCEA Domaine les Pays de sa déclaration concernant les travaux de création d'un busage pour accéder à la parcelle A 70 au lieu-dit « Les Payes » sur la commune de CHATILLON-SUR-CHALARONNE.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées qui figurent dans le tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : - 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) ; - 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D) ;	Déclaration	Arrêté ministériel du 13 février 2002
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).	Déclaration	Arrêté ministériel du 28 novembre 2007

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus .

Attention : le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 11 juin 2023 inclus, date correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de

déclaration complet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement, sauf accord anticipé du service de la police de l'eau.

Durant ce délai, dans le cadre de l'instruction technique menée par la Direction Départementale des Territoires (DDT) :

- il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier ;
- il peut être fait opposition à cette déclaration ;
- des prescriptions particulières peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

À l'échéance **du 11 juin 2023** et en l'absence de suite donnée par la DDT :

- le présent récépissé vaut autorisation de réaliser les travaux ;
- copie de ce récépissé est adressée à la mairie de la commune de **CHATILLON-SUR-CHALARONNE** où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la DDT par le maire ;
- ce document est mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de LYON y compris par voie électronique via le site www.telerecours.fr, dans les conditions fixées par l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par le demandeur, dans les 2 mois à compter de l'échéance de la période d'opposabilité à la déclaration (soit la date de fin du délai d'instruction, soit la date de la lettre lui signifiant qu'il peut commencer les travaux) ;
- par les tiers, dans les 4 mois à compter du 1^{er} jour de la publication ou de l'affichage du récépissé.

Les recours administratifs qui peuvent être déposés dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision prolongent les délais de recours contentieux de 2 mois.

Le service de police de l'eau doit être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de la présente déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci est adressée à la préfète au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et suivants du code de l'environnement et pénales prévues aux articles L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation, à la connaissance de la préfète qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues aux articles L. 171-1 et L. 172-1 et suivants du code de l'environnement. Cet accès concerne les aménagements autorisés par le présent récépissé. Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent se faire communiquer et prendre copie des documents relatifs au contrôle de la bonne exécution du présent récépissé, quel que soit leur support et en quelques mains qu'ils se trouvent, et qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission (articles L. 171-3 et L. 172-11 du code de l'environnement).

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Fait à Bourg en Bresse, le 21/04/2023

La cheffe de service adjointe,

Virginie MORIN

COPIE

Service Protection et Gestion de l'Environnement

Unité Gestion de l'Eau

SCEA DOMAINE DES PAYES
Monsieur Franck CHARVET
235 chemin des Payes
01400 CHÂTILLON-SUR-CHALARONNE

Référence : N° AIOT 0100019240

Affaire suivie par : Olivier QUENTIN
ddt-spge-ge@ain.gouv.fr
tél. 04 74 45 62 06

Bourg en Bresse, le 19 septembre 2023

Lettre recommandée avec AR

Monsieur ,

Votre dossier de demande de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant les travaux de busage au lieu-dit « Les Payes » sur la commune de CHÂTILLON-SUR-CHALARONNE, a fait l'objet d'un récépissé de déclaration daté du 21 avril 2023.

Après réception des compléments sollicités et à l'issue de l'instruction technique menée par le service police de l'eau, votre dossier est déclaré complet et régulier au sens de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Néanmoins, il apparaît nécessaire de prendre des prescriptions complémentaires qui vous ont été soumises pour avis, par lettre du 18 août 2023 à laquelle vous n'avez pas répondu.

Vous trouverez, ci-joint, l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2023 pris en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement fixant ces prescriptions.

Vous pouvez commencer les travaux sous respect des prescriptions visées dans l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2023.

Vous informerez le service départemental de l'office français de la biodiversité par courriel (sd01@ofb.gouv.fr) huit jours avant le commencement des travaux.

Des copies du récépissé de déclaration, de la présente lettre et de l'arrêté préfectoral de prescriptions sont adressées en mairie de la commune de CHÂTILLON-SUR-CHALARONNE, pour affichage pendant un délai d'un mois minimum.

Le récépissé et l'arrêté préfectoral de prescriptions sont également mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans l'Ain pendant 6 mois minimum.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef de service,

PJ : arrêté du 15 septembre 2023